

## Atelier 3 : A vos risques et périls : le développement suicidaire

Voici un atelier où sont remises en cause quelques grandes « croyances occidentales » : la croissance bénéfique, le progrès salvateur, la technique au service de l'homme... En étudiant les conséquences de ces dogmes dans la réalité, ce sont les rapports de l'homme à son environnement, de l'économie à la nature qui feront l'objet d'une réflexion qui conduit raisonnablement à crier « halte là ! ».

- > **Wolfgang Sachs** (Wuppertal Institute, Allemagne) – **Introduction**
- > **Gérald Narbonne** (G.E.N.E., France) – **Le G.E.N.E. et la gestion des déchets**
- > **Jean Pierre Berlan** (INRA, France) – **De la démocratie des choix techno-scientifiques**
- > **Frédéric Lemarchand** (sociologue, France) – **La « réversibilité négative » du progrès technique**
- > **Edward Goldsmith** (The Ecologist, Royaume-Uni) – **Le développement suicidaire**

---

### > Introduction

Wolfgang Sachs (Wuppertal Institute, Allemagne)

En introduction, je vous fais part de deux questions très simples, liées à deux expériences récentes :

La première : nous sommes proches d'une conférence des Nations unies à Johannesburg. Cette conférence a un titre particulier : « Sommet pour les fondements d'un développement durable ». Ce n'est pas par accident que ce sommet ne s'appelle pas comme celui de Stockholm en 1972 : « U.N. Conference of Human Development », ou celui de Rio en 1992 sur le développement et l'environnement. Ce sommet s'appelle : « Fondements du développement durable », et ce n'est pas un hasard. Ce sont les pays du Sud qui insistent sur cet intitulé, les sept pays d'Afrique, et en particulier l'Afrique du Sud, pour qu'on privilégie, dans ce sommet, l'idée de développement plus que celle de l'environnement. J'ai la conviction qu'ils croient toujours dans le développement comme un idéal. C'est une idéologie pour ces sept pays, une grande perspective pour se comprendre. Johannesburg devient donc un sommet sur le développement. Que penser de cela ?

La deuxième expérience : j'ai eu le plaisir d'aller à Porto-Alegre et je suis un peu provocateur si je dis que le forum social me semblait une renaissance de la croyance dans le développement, mais cette fois venant de la gauche. Je n'ai vu personne à Porto-Alegre mettre en question explicitement la

croyance dans le développement, ce mythe occidental, ni le bénéfice de la croissance, des technologies au service de différentes choses. Je n'en suis pas sûr, mais je soupçonne que le courant principal de l'anti-mondialisation est développementaliste.

### > Le G.E.N.E. et la gestion des déchets

Gérald Narbonne (G.E.N.E., France)

Je vais d'abord me présenter : je m'appelle Gérald Narbonne. Je suis né le 21 mai 1951 à Senlis. J'ai fait des études à Toulouse pour être diététicien. Je suis militant syndical depuis 1978. Je suis arrivé à l'écologie par le mouvement anti-nucléaire. J'ai été longtemps adhérent aux « Amis de la Terre ». Je suis le Président du G.E.N.E. que je vais vous présenter.

Le G.E.N.E. (Groupe Ecologique de Nemours et des Environs) a été créé en 1979, à Nemours, dans une petite agglomération regroupant environ 22.000 habitants sur deux communes, Nemours et Saint Pierre les Nemours, à l'extrême sud est de la région Ile de France. Issu plutôt de la mouvance alternative, le G.E.N.E a donc maintenant 23 ans d'existence et est passé d'une vingtaine d'adhérents à l'époque à 140 aujourd'hui. Notre pratique ne s'étend guère au-delà des cantons environnants.

**Un exemple de travail de terrain**

Nous avons une vocation généraliste (de type « touche à tout ») avec une approche originale et globale. Nous avons toujours multiplié le champ de nos interventions, ce qui dénote une curiosité maintenue en éveil, une volonté de sortir de la spécialisation dans laquelle on a voulu souvent nous confiner, pour éduquer et montrer la complexité du monde d'aujourd'hui.

Si nous sommes intervenants dans cet atelier (et non pas dans ceux du samedi intitulés « Alternatives au développement »), c'est que nous ne sommes pas dans l'alternative (même si certains, dans l'association, le regrettent), c'est un constat.

Nous ne sommes pas prêts à faire un pas de côté. Mais si nous ne l'avons pas choisi, c'est aussi parce que l'idée de faire un « havre de paix » à l'écart du monde n'est pas opérante vis à vis de la majorité en direction de laquelle nous désirons travailler. De plus, la situation s'aggrave et nous ne voulons pas fermer les yeux en laissant à d'autres (et quels autres !!) le soin de gérer (dérégler ??) plus longtemps le système.

Si nous participons donc à sa « gestion », c'est sans croire et sans penser qu'on peut le réformer, mais en contribuant ainsi à le miner de l'intérieur, en aidant aussi ceux qui essayent de vivre en marge ou à l'extérieur de lui. En somme, l'avenir politique consisterait à « tricher » avec le système, ce qui est sans doute mieux que la compromission.

Notre pratique est donc une pratique d'accompagnement et de rupture, un exemple original de ré-occupation du terrain au cœur d'un pays du monde occidental.

**Les déchets**

Le choix du thème que je vais développer devant vous, celui des déchets, rejoint complètement les préoccupations abordées par l'atelier « A vos risques et périls, le développement suicidaire ».

La situation actuelle tient en quelques chiffres qui, s'ils ne s'accordent pas toujours (il s'agit bien souvent d'estimations), montrent l'ampleur du problème.

Catégorie des déchets	Poids total en tonnes	Caractéristiques et répartitions
Déchets agricoles	369 millions de tonnes	Déchets organiques
Déchets industriels	224 millions de tonnes	110 millions de tonnes de déchets inertes 94 millions de tonnes de déchets banals 9 millions de tonnes de déchets spéciaux
Ordures ménagères	44 millions de tonnes	
Boues d'épuration des eaux usées	0,85 millions de tonnes	60% d'épandues
Huiles usagées	0,88 millions de tonnes	

*Production annuelle de déchets en France*

Si, en regardant de près, on s'aperçoit que ce secteur bouge (la loi, les récoltes sélectives à domicile, etc.), des postes clés comme les déchets ménagers s'orientent franchement vers le tout-incinération ou les boues de stations d'épuration vers l'épandage plein champs, à notre grande inquiétude. Nous ne parlerons même pas des huiles usagées ( 50% seulement sont récupérées), des gravats, des déchets toxiques ou des résidus de l'industrie nucléaire.

Dans ce chapitre, nous allons nous attacher à montrer pourquoi nous avons fait ce choix et comment, pendant des années, un petite association locale a pu participer au traitement de ce sujet et contribuer à apporter des solutions.

Pourquoi ce choix ? Les sondages montrent que le domaine de l'environnement était, et est toujours, l'un de ceux sur lequel les citoyens pensent pouvoir « faire quelque chose » pour améliorer ce qu'ils vivent, à la différence d'autres domaines comme la sécurité ou le chômage qui, bien que faisant partie intégrante de leurs préoccupations, leur semble difficile à faire évoluer par un travail local.

L'initiative que nous allions prendre partait du désagrément que tous rencontraient de voir les boîtes aux lettres envahies de publicité et du gâchis que cela représentait. Ce problème touchait tout à fait à l'absurdité d'un système qui augmente sa production sans se soucier ni des matières premières (la cellulose de bois), ni de l'énergie utilisée (pour la fabrication du papier), ni de la pollution (les rejets dans les cours d'eau), ni le gâchis (aucune ou très peu de récupération).

Il fallait donc trouver un fil conducteur et l'exploiter.

Le déroulement de cet axe de travail : 1980/1995

En jouant donc sur cette sensibilité à la lutte contre le gaspillage, nous avons mis au point un travail d'interpellation et de réflexion globale (par voie de tracts adressés à tous les habitants de l'agglomération) en proposant un perspective concrète : garder tous les différents papiers (publicité, journaux, magazines) et les sortir (empaquetés, ficelés) devant sa porte pour que nous passions les récupérer.

Si les premiers passages étaient plus festifs (une camionnette décorée, des enfants juchés sur le toit et tapant sur un tambour pour annoncer les passages, des militants grimés...), il a fallu tenir dans la durée pour éviter de tomber dans l'agitation-propagande stérile classique (et sans lendemain) que nous connaissons trop bien.

C'était d'abord une action concrète à la porté de tous. Elle permettait de visualiser facilement les effets de son geste (tant de kilos de vieux papiers récupérés égalent un arbre sauvé). Elle était destiné à privilégier les individus et les inciter à devenir acteur pour se réapproprier leur avenir ; la modestie même du geste était une des clés de la réussite, et elle permettait d'induire une vision globale sur le fonctionnement de tout le système.

Le deuxième aspect, c'est la dynamique collective qui y a succédé peu à peu. On fait plus volontiers ce que d'autres font

avec vous (on est conforté dans ses choix), et vous le constatez un peu plus à chaque ramassage.

Fidélisés, les gens vont, petit à petit, porter eux mêmes les papiers dans une grosse benne, au fond de la place du marché. Ils y sont maintenant invités par une banderole accrochée en travers de la rue principale et par un entrefilet dans la presse.

La présence régulière (tout le week-end, le temps de la collecte) des militants qui accueillaient les gens – tout en continuant à aller chercher à domicile chez les plus âgés, les handicapés, les « sans véhicules » - permettait tout à la fois de développer des relations personnelles (recréer du lien social), réhabiliter le militantisme (pas de carriérisme ni de langue de bois, donner son temps pour une cause), réintroduire le débat dans la population, favoriser l'écoute, valoriser l'écologie dans sa vision globale. La vente du papier recyclé, sur place et au local, finissait de concrétiser le geste : chacun sauvait un petit bout de la planète !

Nous touchions ainsi deux à trois cents personnes tous les trois mois. Nous allions tenir quinze ans durant...

D'autre part, nous avons toujours affirmé ne pas avoir vocation d'agir « à la place » des élus et des responsables des pouvoirs publics, que notre rôle se limitait à jouer la « mouche du coche », qu'il devait être un travail de sensibilisation et d'exemplarité, qu'il pouvait éventuellement contribuer à la mise sur pied de l'étape suivante en collaboration avec les élus qui se sentaient concernés...

Dans notre cas, cette exemplarité a payé puisqu'elle nous a permis d'être écoutés par les membres du Syndicat Intercommunal de Traitements des Résidus Ménagers dont le Président était le Maire de Nemours.

Interlocuteur désormais reconnu à part entière, le Président du G.E.N.E. est systématiquement invité, mais n'a toutefois pas le droit d'intervenir dans les réunions du Syndicat car il n'est pas un élu. Pourtant, à la fin, la séance levée officiellement, on lui donne la parole pour s'exprimer sur les sujets peu auparavant.

Stimulés par les possibilités qui continuent de s'ouvrir, nous visitons des villes qui pratiquent déjà des collectes sélectives, nous étudions toutes les approches concernant les déchets, et nous participons de fait à la mise en place d'écopoints – ou centres d'apports volontaires – sur le territoire du Syndicat (33 communes). Puisque le relais est pris, nous cessons donc nos ramassages : nous sommes en 1995.

Et depuis le travail continue sous forme de sensibilisation tout azimut en direction des populations : les enfants (écoles, association d'animation dans une ZUP), les jeunes (vente de papier recyclé), les adultes (articles réguliers dans la presse, parution de plusieurs plaquettes sur ce thème).

Consultés régulièrement, parfois pour pêcher des idées, parfois pour avoir notre aval, nous continuons à être invités aux réunions du Syndicat, nous sommes devenus partenaires de la COVED (exploitant du Centre de Stockage de Déchets), membre de la CLIS ( Commission de Liaison, d'Information et

de Surveillance) ; Nous ferrailons actuellement pour éviter de sombrer dans l'incinération en pointant du doigt la solution du tri-compostage.

L'exemple, la durée, l'originalité de l'axe de travail, la volonté de chercher et de trouver des issues aussi positives que possible nous ont permis de développer cette image constructive et de mener en parallèle d'autres types d'intervention que nous nous proposons de passer en revue dans le chapitre suivant.

### Les autres directions

L'information et la communication se sont développés à partir de trois axes :

- la presse locale (qui accepte même des communiqués traitant de problèmes nationaux)

- La Lettre du G.E.N.E. (le bilan de l'année, très détaillé, et précédé d'une ligne éditoriale élargissant à chaque fois le débat, et ce autant que possible)

- Les cahiers à thème sur des sujets très variés, pour montrer que nous prenons toutes les entrées possibles afin d'ouvrir le débat et affiner nos analyses : « L'écologie au quotidien », « L'éducation à l'environnement » ; « L'élagage radical ou la taille raisonnée », « Le nucléaire », « Les nitrates », « Les emplois verts », « Les bio-carburants », « Le cancer et l'alimentation », « Les nuisances de l'avion »...).

Tous nos adhérents reçoivent quatre flashes par an, relayant les campagnes en cours, faisant circuler dossiers et informations les plus divers.

La défense de l'environnement, du cadre de vie, de la nature : Nous participons à toutes les enquêtes publiques, suivons plusieurs cas de pollueurs manifestes, réfléchissons à l'amélioration du cadre de vie (consultations sur des aménagements urbains, lutte contre l'édification d'un golf – 75 ha de forêt sauvés -, attention particulière contre la construction anarchique, etc...), souci de la préservation d'espèces menacés (batraciens, chauve-souris, busards).

Le mouvement associatif, la vie associative, la vie locale : bien sûr, il est impossible d'être tout le temps au four et au moulin, ni surtout de se spécialiser dans tous les domaines tant l'écologie est devenue une science complexe et très diversifiée, c'est pourquoi nous renforçons sans cesse le tissu associatif de façon à maintenir un état de veille permanent, à accumuler des informations, à ventiler les requêtes qui nous sont faites sur les groupes plus spécialisés sur la question (la défense d'espèces menacés sur les naturalistes, la préservation des cadres de vie vers les environnementalistes, le signalement d'épandages de boues vers ceux qui s'y opposent, les dénonciations d'actes illégaux délibérés vers d'autres qui ont développé une infrastructure juridique...) Sur un thème fort, environ tous les deux ans, nous réunissons les associations autour d'un repas (traitement des eaux, pratiques associatives, déchets, boues d'épandage, organismes génétiquement modifiés).

Les enfants, les jeunes : Nous poursuivons des

sensibilisations sur des thèmes divers (vie aquatique, observation d'oiseaux, sorties nature et découvertes). Nous avons fait une expérience de cantine bio dans un centre aéré (50 enfants). Nous participons à une formation dans une école d'aides-soignantes et d'infirmières en traitant la partie pollution de l'air et de l'eau, produits chimiques, radioactivité.

Les élus : A côté de nos « sympathisants » (plusieurs municipalités nous donnent quelques subventions), il y a ceux qui nous sollicitent pour connaître notre point de vue sur tel ou tel dossier et ceux qui se taisent même quand ils ne sont pas d'accord car on répugne, on n'ose pas trop s'opposer ou dénigrer celui qui fait et qui se manifeste par des présences régulières sur le terrain.

Le lien social, la solidarité : Notre souci est de préserver et de reconstruire du lien social. Nous participons autant que se peut aux diverses manifestations locales (foire commerciale, manifestations culturelles, foire aux livres). De même, nous montrons que les écologistes ne sont pas simplement des défenseurs des petits oiseaux (même s'ils le sont aussi), ni une addition d'individus préoccupés par l'amélioration de leur cadre de vie ; nous sommes tournés vers la solidarité, participation à un S.E.L. Local, liens avec la communauté Emmaüs, travail avec le Secours Populaire, récolte de nourriture lors de la journée de la Banque Alimentaire, participation au Noël des enfants...

### Une synthèse pour toute ces pratiques

Il est temps de situer ces pratiques dans une analyse plus fine. Bien sûr, au fil des années, nous avons supprimé tout ce qui ne marchait pas, pour garder et développer tout ce qui est opératoire.

- Le cadre géographique, à l'échelle humaine, quelques cantons autour d'une agglomération modeste, là où il est encore possible de travailler à redonner des points de repère, à avoir des points de repère, à être un point de repère.

- Privilégier les contacts humains y compris en résistant aux mirages des nouvelles technologies, car c'est l'étincelle qui se produit entre des femmes et des hommes qui permet de construire des actions, quelles qu'elles soient.

- Se pencher sur la révolte et l'indignation, socles de toutes mises en mouvement, mais qu'il faut ouvrir et positiver pour déboucher sur des solutions viables.

- Travailler avec les gens tels qu'ils sont, pas tels qu'on voudrait qu'ils soient, c'est même un de nos principes fondamentaux.

- Apprendre à constituer des dossiers, approfondir et diversifier les centres d'intérêts, aborder les sujets à travers leurs multiples aspects.

- Apprendre à construire une pratique originale qui se doit, en priorité, de poser des actes. Il y a longtemps que les verbiages ont déçu tous les espoirs. Il fallait donc agir, et pour cela, commencer par soi dans un souci de cohérence personnelle et collective pour aboutir à la crédibilité

indispensable que nous avons construit pas à pas toutes ces années.

- Bien sûr, c'est toute cette imbrication qui valide et rend crédible toutes ces pratiques. Chaque réussite ici fait avancer un dossier là et progresser une campagne ailleurs.

- Travailler avec tout le monde (ou presque, car nous refusons de travailler avec l'extrême droite) n'est possible que lorsqu'on a les idées claires sur une stratégie locale s'appuyant sur des tactiques diverses et complémentaires, mais aussi lorsqu'on s'est donné les moyens de construire un outil (l'association pour nous) qui est seule capable de durer en consolidant, en approfondissant et en réinvestissant, année après année, tous les acquis des années précédentes.

- Si nous avons « tenu le coup », c'est que, tout en ayant le nez sur le guidon, nous avons un œil sur l'horizon, que nous avons une grille d'analyse sévère qui nous aide à comprendre le fonctionnement et l'évolution du système qui est le nôtre.

Cette analyse globale, vous la connaissez aussi, puisque nous sommes ensemble dans cette enceinte. Cette grille donc est sévère, et si on nous accuse d'alarmisme (la situation est grave en ce qui concerne l'eau, l'air, les déchets, les sols, les forêts, les climats, les disparitions d'espèces, la dégradation de la situation économique et sociale ici et ailleurs), nous répondons, comme François Partant, que les catastrophistes ne sont pas ceux qui annoncent les catastrophes, mais ceux qui les laissent se réaliser.

Et cette gravité s'ajoute à nos convictions profondes pour nous donner la force de continuer.

- Si plutôt que le terrain politique classique, nous avons choisi le terrain associatif, c'est certes pour tenter de donner des réponses concrètes à celles et ceux qui adhèrent ou sympathisent à notre démarche, mais c'est aussi pour travailler dans la volonté de dépasser les clivages politiques stériles qui paralysent bien souvent toutes les initiatives.

Nous luttons contre l'oreille qui sélectionne en fonction de la couleur politique de l'interlocuteur et nous rassurons car nous n'avons aucune carrière à la clé : nous sommes bénévoles et nous prenons le temps sur notre vie privée.

L'associatif est, par essence, du domaine du contre pouvoir, et en ce qui nous concerne, c'est un contre pouvoir de propositions.

- Nous avons subi une longue initiation douloureuse où il nous a fallu apprendre à gérer de multiples paramètres et à faire des grands écarts (gestion des relations entre les individus, entre l'individu et le collectif, entre les citoyens et le pouvoir, entre le particulier et le général, entre le local, le national, voire le « mondial »).

- Et pour finir, si l'élargissement et le renouvellement du « noyau dur » se fait mal, c'est qu'il est difficile aujourd'hui de mobiliser pour d'autres motifs qu'une nuisance immédiate, et il faut reconnaître qu'une telle « entreprise », la nôtre, fait peur. Le recul de l'investissement se fait sentir partout, chez nous aussi malheureusement.

Bien sûr, de la juxtaposition de tous nos centres d'intérêts et de tous nos champs d'interventions, on peut entrevoir l'esquisse d'un « projet de société qui n'a pas de nom ». Nous essayons de regarder plus loin que le bout de notre nez et d'insérer nos gestes dans une vision plus large du monde. Nous sommes à la fois ambitieux et modeste, nous ne savons pas si « changer le monde » est possible, mais à la limite, pour se mettre en mouvement, peut importe ! Notre choix est de faire comme si cela l'était et de commencer par ce qui, indubitablement, l'est : changer déjà nos vies, en les organisant dans le sens vers lequel nous aimerions voir évoluer l'organisation de nos sociétés.

Pour finir, nous avons emprunté ce magnifique texte, paru dans un numéro du bulletin de la Ligne d'Horizon, à Michel Lulek d'Ambiance Bois : « *Nous avons des utopies mais pas de programme politique au sens classique du terme, des espoirs mais pas de « plans » pour changer la société. Nous cheminons, nous construisons, nous inventons, et ce qui est prédominant pour nous, ce sont ces chemins, ces constructions, ces inventions. Le trajet est sans doute aussi important, peut être plus, que la destination vers laquelle il mène.*

*Notre culture est une culture de parcours. C'est une culture qui accorde à la manière d'avancer autant d'attentions et d'intérêts que d'autres mettent à sculpter l'image idéale d'une société parfaite qui sera toujours pour des lendemains chantants.*

*Notre culture s'écrit et se lit dans la progression de nos pas, dans la recherche patiente de pratiques conformes à nos rêves et à nos valeurs. Le principal n'est pas d'arriver au but, mais d'y aller. Ce qui importe, ce n'est pas la fin inaccessible, mais le chemin qui nous en approche ».*

## > De la démocratie des choix techno-scientifiques

Jean Pierre Berlan (INRA, France)

Je voudrais illustrer par un exemple la question de la nature du développement et essayer de poser la question de la démocratie des choix techno-scientifiques, car il me semble que la question des Sciences et Techniques est une question majeure du 21<sup>ème</sup> siècle, et posée, bien avant déjà, par un certain nombre d'auteurs. Je citerai Bernard Charbonneau, qui est le père d'une personne présente à cet atelier et qui a écrit toute une série de livres ayant 20 à 30 ans d'avance sur ce que je vais dire, et ce que nous disons à l'heure actuelle. Prenons un exemple tiré d'un film de Florian Koechlin du Blueridge Institute (intitulé *Organic research, an African success story*), sur le travail fait par un institut de recherches d'un centre africain, fondé par un africain. Il s'agit de l'I.C.I.P.E. – centre international de recherche sur la physiologie des insectes et écologie – au Kenya. Au Kenya, le maïs souffre des attaques

d'un ravageur, une pyrale, un insecte foreur. Il fait des trous à l'intérieur de la tige de maïs. C'est une pyrale asiatique, tout à fait semblable à notre pyrale européenne.

En plus, un parasite que nous n'avons pas chez nous, une plante appelée la *striga*, qui fait de très belles fleurs violettes, s'installe sur la racine du maïs. Les deux parasites peuvent empêcher toute récolte pour le paysan. Le C.I.P.E., qui recherche depuis longtemps la solution, s'y est attaqué par la technique « push pull » qui consiste à chercher à attirer la pyrale à l'extérieur, la pousser et la retirer : en même temps que le maïs, on plante de la *Desmodium*, connue en homéopathie, qui a plusieurs particularités :

-1- une odeur épouvantable pour le papillon de la pyrale, qui sort du champ d'autant plus facilement qu'à l'extérieur du champ de maïs, on a planté en bordure, sur 2 mètres de large, une plante fourragère, l'herbe à éléphant, dont le nom savant est « *Pennisetum purpureum* » - qui, très appétissante pour la pyrale, l'attire, la chenille va y pondre ses œufs et après les premiers stades de développement, la pyrale rentre dans la tige et la chenille va se trouver très vite prisonnière du mucilage de cette graminée. Ceci fait que la plupart des pyrales sont éliminées par ce moyen-là. Donc, premier effet, on peut contrôler par ce genre de méthode, l'élimination de la pyrale.

- 2<sup>ème</sup> effet de *Desmodium* : c'est une légumineuse qui a pour particularité d'empêcher d'étouffer le développement de la *striga* qui n'arrive pas à pousser en sa présence. *Desmodium* agit comme un herbicide.

- 3<sup>ème</sup> effet : *Desmodium* est une légumineuse et une bonne agronomie passe par l'association de légumineuses et de graminées, puisque les légumineuses fixent l'azote de l'air et fournissent aux racines du maïs des engrais azotés dont le maïs est très friand.

- 4<sup>ème</sup> qualité : *Desmodium* est une plante de couverture, et à ce titre, un engrais vert aussi, et permet de protéger les sols, très fragiles, des rayons du soleil et de l'érosion.

Le dispositif dont je vous parle est complété dans un certain nombre de cas par l'introduction d'une minuscule guêpe asiatique, qui est un parasite de la pyrale. Cette guêpe pond des œufs dans l'intérieur de la chenille pyrale, et ça permet de contrôler la pyrale avec le système classique en écologie « proie-prédateur » : quand il y a beaucoup de proies, le nombre de prédateurs augmente, et quand le nombre de prédateurs devient très important, le nombre de proies diminue. Ce que dit très bien ce chercheur africain qui présente la technique, « ce qu'il y a de formidable, quand on réussit à mettre en place le système, c'est que ça marche tout seul, toujours, pour toujours ».

Dans les zones des villages du film où la technique a été utilisée, le nombre de vaches laitières est passé de 4 à plus de 200. Là aussi, on est dans un cercle vertueux au point de vue agronomie : les vaches fournissent un excellent engrais, que l'on composte et que l'on met dans le champ, qui accroît sa teneur en humus, lequel permet de mieux retenir l'eau. La vie

du sol est plus riche, le sol en meilleure santé, les plantes en meilleure santé, etc. Une agronomie de meilleure qualité, qui a permis d'envoyer des enfants à l'école avec le surplus de revenus engendré par ces techniques.

Voici une technique qui permet de produire sans engrais, sans herbicides, sans insecticides, qui permet des récoltes plus abondantes, fiables, sûres... C'est une catastrophe du point de vue du développement, parce que le développement fait engendrer des ressources, des profits pour les firmes des marchés, alors qu'avec cette technique, on n'engendre pas la possibilité de taxation de revenus pour l'État !

Il y a 6 à 8 mois, au Kenya, les firmes transnationales ont monté une campagne de dénigrement, accusant l'I.C.I.P.E. de vouloir priver les Africains de l'accès à des technologies plus modernes, on a pu voir une Africaine, anciennement employée de Monsanto, littéralement exhibée dans le monde, en tous cas en France, dans la recherche, elle a eu droit à des pages entières pour vanter les bienfaits des O.G.M. pour l'Afrique – faites avec beaucoup de talent. Et, il y a 10 mois, le Kenya a autorisé les cultures transgéniques ! Donc, les enfants seront beaucoup plus utiles, plutôt que d'aller à l'école, ils épandront les herbicides et les pesticides, c'est mieux pour faire des profits. Ça sera du développement qui se traduira par un accroissement du P.I.B., par un accroissement des échanges. Ce cas-là nous permet de vous exposer de façon précise ce qu'est la nature du développement, et la nature des choix techno-scientifiques.

Je pense qu'il y a la question centrale : à l'heure actuelle, l'ensemble des choix techno-scientifiques sont faits par la haute technocratie d'État qui est la même que celle qui règne dans les firmes. Elle va choisir inévitablement les solutions les plus profitables pour elle, qui sont également celles qui seront nécessairement les plus calamiteuses pour la société, tant que nous, membres des sociétés démocratiques, ne protesterons pas contre l'absence totale de démocratie qui règne dans ce domaine.

Quand Monsieur Jospin – il y a de cela quelques semaines – fait un grand discours sur les biotechnologies, et décide d'augmenter les crédits qui vont aller aux biotechnologies pour rattraper un prétendu retard sur les États-Unis, que fait-il si ce n'est pas un coup de force scientifique, si ce n'est imposer à la société des choix transgéniques totalement inutiles, en tout cas dans le domaine agricole. Et c'est à peu près la même chose dans le domaine de la santé. On est en train de nous imposer des techniques qui sont véritablement inutiles et calamiteuses, face à ces choix scientifiques qui permettent, et ça c'est le rôle de la science et de la technique depuis la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale :

1 – créer de nouvelles sources de profit, mercantilisation du vivant, privatisation du vivant, transformer ce qui est le bien de l'humanité, l'enclorre. L'« enclosure » de l'hérédité est en cours, et est en train de se terminer. C'est un mouvement séculaire en cours.

2 – créer, accroître encore le pouvoir des intérêts

dominants, qui sont économiques, sur nos vies, accroître le pouvoir de contrôle.

Toute l'histoire de la transformation de l'agriculture depuis une cinquantaine d'années et toute l'histoire du travail ouvrier, c'est l'histoire de la prise de contrôle par le capital, par les dominants, du processus de travail, c'est-à-dire la suppression de toutes les zones d'autonomie. Par conséquent, je pense que ce que pourrait être une science et une technologie moderne et démocratique ce serait ce qui, au contraire accroîtrait à chaque fois les zones d'autonomie, de liberté et d'émancipation.

## > La « réversibilité négative » du progrès technique

Frédéric Lemarchand (sociologue, France)

Chercheur en sociologie de l'université de Caen, j'ai travaillé une dizaine d'années, d'abord à accompagner la gestation du mouvement paysan et de ce qui a donné la Confédération Paysanne, pas seulement du côté agricole, mais pour la proposition critique que recelait cet embryon de mouvement social. J'ai consacré aussi beaucoup de temps à réfléchir sur les raisons pour lesquelles c'étaient précisément des paysans que la modernité occidentale aurait dû ou aurait voulu voir disparaître qui ont été les premiers initiateurs de ce qu'on appelle aujourd'hui le Développement Durable, et qu'autrefois on appelait le Développement Local. De fil en aiguille, j'ai été amené, par la spécialisation de mon laboratoire et des vieux écologistes politiques qui y ont habité et l'habitent encore, à m'intéresser au risque technologique et à la dimension proprement catastrophique pour l'humanité que contient le développement des techno-sciences d'aujourd'hui. J'ai travaillé plusieurs années sur les conséquences de Tchernobyl dans les zones contaminées de Biélorussie, de Russie et d'Ukraine, puis sur la crise de la vache folle, sur les O.G.M aujourd'hui, sur l'amiante, sur la peur du nucléaire dans le Nord Cotentin, notamment au travers de travaux pour le Ministère de l'Environnement.

Le « Développement suicidaire », le thème m'intéressait parce que ce n'est pas une nouveauté, cela fait un siècle que cette question du développement est pensée comme suicidaire. Ça fait longtemps aussi que les théoriciens de l'école de Francfort des années 1930 essayaient de penser ce qu'ils appelaient « la dialectique de la raison », c'est-à-dire comment penser la montée du fascisme et l'émergence du nazisme dans les pays les plus développés, ces pays héritiers des lumières, qui, devaient normalement guider l'ensemble de la planète, ces universaux, sur la voie du Progrès, progrès pour l'Homme et pour l'Humanité. On ne peut pas penser la question du développement sans réinscrire dans cet univers le sens, que Castoriadis appelle « imaginaire social historique », qui est la modernité. La Modernité est cette idée de progrès.

Je ne vais pas m'étendre sur ces notions complexes mais rappeler deux ou trois choses.

A partir du 18<sup>ème</sup> siècle et de Jean-Jacques Rousseau, à partir de l'idée de perfectibilité de l'homme s'est mise en route un grand projet, une utopie sociale. Elle a consisté à liquider tout ce qui pouvait faire obstacle à l'émancipation, à la réalisation de ce projet moderne, qui doit viser la promotion d'universaux que sont la Science, le Marché et l'État-Nation. Cette liquidation a visé en premier lieu les obstacles culturels, ces particularismes, ces croyances, ces savoirs sociaux. Bien sûr, la figure du paysan a été au cœur de ce dispositif et l'on en a fait la première victime, à l'Est comme à l'Ouest. Et, aujourd'hui, dans ce mouvement de ressaisissement des traces, des mémoires, des cicatrices, des ressources, c'est précisément tout ce qui a été oublié, abandonné, détruit - mais pas en totalité - par ce projet moderne, qui doit constituer la ressource à partir de laquelle on essaie de penser « l'Après-développement », un nouveau développement, un autre développement, peu importe.

Alors, pendant deux siècles on a pu se satisfaire effectivement de ce couplage ou de cet enchâssement relatif de la société, de l'économie, du marché et de la science. Je crois que ces questions ont été formulées à partir du 20<sup>ème</sup> siècle. Elles l'ont été dans les années 1970 pour l'essentiel, mais aussi dans les années 1930, et datent en fait du début du siècle. Ces questions méritent d'interroger la modernité avec un nouveau terme. J'ai choisi celui de « catastrophe », qui signifie en grec « fin de l'histoire », dernière strophe de la tragédie, au sens de fin d'une histoire, du progrès, du développement. Il existe plusieurs formules, chez Illich, c'est la « Nemesis », chez d'autres le renversement du projet en processus immaîtrisé, ou encore cette transformation de la promesse en menace. Je cite enfin une formule que j'aime beaucoup, que j'emprunte à une sémiologue, Isabelle Rieusset-Lemarié : « cette réversibilité négative du progrès technique. » Cela veut dire que les deux techno-sciences auxquelles je me suis beaucoup intéressé, le nucléaire et la génétique, comme nouvelles mythologies, qui devaient faire advenir une nouvelle humanité, ces mythologies à l'égard desquelles on a engagé un pari de réversibilité positive, manifestent désormais leur réversibilité négative.

Ça veut dire aussi que tout cela a été semé, constitué, il y a bien longtemps déjà, et que nous avons à affronter aujourd'hui les bombes à retardement qui ont été construites sur plusieurs décennies. Alors, on pourrait dire aussi comme le sociologue allemand Ulrich Beck : nous sortons de la société industrielle pour entrer dans la société du risque. Ça veut dire que la dimension du risque – qui est un concept que je n'aime pas trop, je préfère celui de « vulnérabilité » - ce risque-là, lié à toutes les pratiques ordinaires de la vie - l'alimentation, la sexualité ou la fréquentation de la nature - ce risque est omniprésent. Il structure aussi des nouveaux rapports sociaux, fondés sur la peur, la crainte, et dont les manifestations sociales sont aussi significatives. Jamais on n'a produit autant de boucs émissaires qu'aujourd'hui.

Ce que j'ai essayé de penser aussi, c'est qu'on ne peut pas isoler tous ces problèmes, ces phénomènes sociaux

contemporains, en particulier liés aux développements technoscientifiques. Je pense à la crise de la vache folle, à la révolution génétique, au nucléaire, mais aussi au krach boursier, au terrorisme. Tous ces phénomènes partagent une nature commune, ou une structure commune qui serait de nature épidémique. Des phénomènes épidémiques, cela signifie construits, basés sur une idée d'abolition des frontières, d'effondrement des limites et des garde-fous, de tout ce qui pouvait en quelque sorte contenir, en termes géopolitiques, les frontières des corps, des organismes, les frontières de l'éthique, de la morale. On pourrait en citer un certain nombre, mais ce qu'on appelle la « sur-modernité », ou le capitalisme tardif, vise justement à faire disparaître tous ces obstacles à la libre circulation des marchandises, des hommes mais aussi des informations. La génétique, par exemple, c'est l'implication des technologies et des sciences de l'information du vivant. De la même manière, le nucléaire, c'est quelque chose qui a trait à cet effondrement, avec cette question de la disparition des limites ou du dépassement en tous cas, des limites du faisable par le développement technique ; « atome » signifie précisément « ce qui ne peut être scindé ».

Après avoir longuement arpenté ces zones contaminées de Tchernobyl, où j'ai appris énormément, je vous invite à visionner la vidéo « *La vie contaminée* », réalisée avec quelques collègues, qui essaie de rendre compte de cet immense paradoxe ou de ces immenses contradictions auxquelles les hommes de demain devront répondre. C'est l'avenir qui est là, qui pourrait être préfiguré dans les zones contaminées de Tchernobyl. Ces paysans kolkhoziens sont en train de faire une expérience. Comme disait une Biélorusse, Svetlana Alexievitch, auteur de « *La supplication* » (Lattès, 1999), sur les conséquences de Tchernobyl, ils pourraient écrire là une chronique du futur. Les récentes révélations d'un rapport sur les conséquences possibles de la chute d'un avion précipité sur une usine de retraitement, par exemple française, rend la chose tout à fait possible ; en tous les cas, cette utopie négative est tout à fait envisageable.

La question que je me posais : qu'est ce que les catastrophes – cette question du nucléaire est déjà bien ancienne – sont capables de nous apprendre ? Est-ce qu'on est capable d'en tirer une connaissance ? Il est vrai que Tchernobyl est actuellement essentiellement constitué en laboratoire « in vitro », où on va regarder vivre des souris, d'ailleurs on étudie autant les animaux que les hommes, dans ces régions. Je me dis que, par rapport aux enjeux de ce qu'on appelle le Développement Durable, Tchernobyl nous apprend au moins une chose, c'est qu'on ne peut pas et on ne pourra pas avant des générations, et des siècles peut-être, établir les bases d'un renouveau, d'un projet quel qu'il soit. L'après système soviétique, l'après kolkhoze, on pourrait imaginer toutes sortes de ressaisissements de ces ressources locales, mais à partir du moment où cette terre, ces organismes et cette nature sont durablement contaminés, on commence juste à en mesurer les

effets, aucune forme de développement et de réenracinement de la vie, y compris au sens politique du terme, ne pourra reprendre sur ce territoire, et c'est sans doute la première leçon, mais aussi la plus grande de l'histoire.

## > Le développement suicidaire

Edward Goldsmith (The Ecologist, Royaume-Uni)

Ce n'est pas en neuf minutes qu'on va pouvoir critiquer les mythes de notre société, parce que la vision du monde de notre société est fautive, totalement fautive. Pour moi, c'est le contraire de la vérité. Dans la mesure où cette vision du monde colore toutes nos actions, la critique va en être difficile. Je vais d'abord essayer de répondre à la première question qu'a posée Wolfgang Sachs « qu'est-ce qui va être fait à Johannesburg ? » Naturellement, comme vous savez, ils vont essayer de dire qu'il faut continuer le développement économique, que le développement « durable » - qui est un autre mot aujourd'hui pour désigner la croissance industrielle - est la seule source de richesse, et seule façon de combattre la pauvreté. Et cette notion de pauvreté est importante, car nous serons en Afrique où, naturellement, il y a beaucoup de pauvreté. Mais ce qu'ils ne vont pas nous dire, c'est que cette pauvreté est le résultat du développement qui a déjà eu lieu. L'Afrique est un pays ultra-sur-développé, il est difficile de faire comprendre cela. L'intervention qu'a fait aujourd'hui Serge Latouche a exprimé pour moi une chose très juste, très importante, c'est que le développement n'est pas la solution à nos problèmes, mais en est la cause.

Or qu'est-ce qui va se passer là-bas ? On va nous faire croire qu'il y a une solution « développementiste » à tous nos problèmes, notamment à celui de la pauvreté. Du reste, c'est comme cela que l'on traite tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui : on les interprète de sorte pour qu'ils puissent paraître solubles par des solutions, des méthodes, des moyens développementistes, c'est-à-dire qui augmentent le P.I.B. et qui contribuent aux bénéfices et aux ventes des sociétés commerciales. Alors les gens sont presque tous d'accord, si on montre, si on prouve que les gens sont pauvres, il n'y a qu'une solution à la pauvreté : c'est le développement économique parce que la pauvreté est définie de façon purement matérielle, comme un manque d'argent. Il va sans dire que le développement ça produit de l'argent - mal réparti du reste - ça transforme tout en monnaie, ça monétise tout.

En conséquence, on nous fait croire que tous les autres problèmes viennent aussi du manque d'argent. Pourquoi si les gens ont-ils faim ? C'est parce qu'ils n'ont pas d'argent. C'est comme ça que l'on définit la faim. S'ils avaient de l'argent, ils auraient de quoi s'acheter de la nourriture. Encore une solution développementiste. Il ne vient pas à l'idée de ces gens-là que

pendant 99 % de notre séjour sur cette planète, on pouvait manger sans argent. Il y a une trentaine d'années, quand je suis allé, dans un village de Toscane pour la première fois, les gens mangeaient sans argent. Ils produisaient leur nourriture presque pour tout le monde, 9 personnes sur 10 étaient paysans, produisaient leur nourriture.

C'est la même chose pour la maladie : si les gens sont malades, c'est qu'ils n'ont pas de quoi s'acheter des pilules, pas de quoi se faire traiter dans les hôpitaux. En conséquence, on définit la faim ou la maladie comme un manque de traitement médical, pharmaceutique et pour ça, il faut de l'argent. Tous les problèmes sont interprétés pour justifier encore le développement, qui a créé ces problèmes dès le départ.

Comment va-t-on faire pour répondre à ces choses-là ? Il va falloir qu'on leur prouve qu'il n'y a pas de solutions développementistes à nos problèmes, tout simplement. Et peut-être que l'on va aborder le problème qui est de très loin le plus sérieux, auquel nous sommes confrontés aujourd'hui, celui du changement climatique.

Les solutions développementistes ne sont pas des solutions qui s'attaquent à la cause réelle des problèmes, mais des solutions qui s'adressent tout simplement aux symptômes. Prenons l'exemple de la criminalité, de la délinquance, de la drogue. Pour moi, ce sont tout simplement les symptômes d'une société qui s'est désagrégée, une société où il n'y a plus de famille, plus de communauté, entièrement atomisée. On a une vie qui n'a plus de sens, qui ne peut pas satisfaire les besoins idéologiques, spirituels et autres. Les gens n'ont plus rien, ils ont tout perdu, alors c'est la drogue, la délinquance, tout ce que vous voulez. La solution, naturellement, c'est de nous reconstituer et de donner un sens à la vie. Mais ce n'est pas possible, puisque c'était justement la famille, la communauté qui rendait le développement économique impossible. Je voudrais vous donner un exemple assez récent et qui m'a marqué : j'ai pris un taxi en Nouvelle Zélande, j'étais à Wellington et le chauffeur était de Samoa, donc polynésien. Je lui ai demandé s'il était propriétaire de son taxi et il m'a dit : « non, parce que je ne peux pas, je suis Polynésien, de Samoa » Je lui ai répondu que je ne savais pas qu'il y avait une loi, en Nouvelle-Zélande, qui interdisait aux Samoëns de s'acheter des taxis. Réponse : « ce n'est pas ça, c'est que quand je gagne de l'argent, dans ma société, je suis forcé de le distribuer entre les membres de ma famille, alors comment voulez-vous que je mette de l'argent de côté pour acheter un taxi ? Mais je pense que je vais peut-être devenir un homme blanc, comme vous, et que je vais dire à ma famille et à ma communauté d'aller se faire voir. Comme ça, je mettrai de l'argent de côté pour m'acheter un taxi. » Alors là, on voit la confrontation entre deux sociétés. Dans la première, si tout le monde a des engagements, des obligations envers les autres et qui sont forcément réciproques, on a une économie qui se fait toute seule, on n'a pas besoin d'avoir une économie monétaire. Cette économie se fait toute seule, comme l'a décrit Karl



Polanyi, dont je pense que beaucoup de gens ici connaissent l'œuvre et celle de ses successeurs. Par conséquent, c'est une solution qui n'est pas tolérable. Les multinationales ne peuvent pas tolérer une société de ce genre, on ne peut pas faire marche arrière, recréer une société dans le genre de celle où habitait ce Samoëns, sinon il n'y aurait plus d'industrie, plus de cadence, il n'y aurait plus rien. En conséquence, on est forcé d'aller de l'avant, on ne peut pas revenir en arrière pour traiter la cause réelle de la délinquance, de la drogue etc. Nous sommes obligés de traiter des symptômes, c'est-à-dire que l'on construit des prisons. En Amérique, il y a deux millions de personnes en tôle, ça coûte plus cher de les garder en tôle que de les envoyer à Harvard ou à Yale. Comme cela aucun problème n'est résolu, parce que quand ils sortiront, ça va recommencer. On ne peut pas mettre tout le monde en prison, deux millions, c'est déjà beaucoup, donc ce n'est pas une solution.

Et c'est comme ça pour tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, que ce soit la faim ou le problème démographique. On transforme chaque problème en une espèce d'opportunité pour les affaires, ça c'est vraiment les Français ! Et c'est la même chose pour le changement climatique. Je suis allé à la conférence de La Haye sur le changement climatique et l'on y discutait affaires. Il y a tout un marché qui se crée pour l'achat et la vente des quotas pour polluer, pour émettre des gaz à effet de serre, pour obtenir des crédits en vendant des « clean développement mécanisms », des mécanismes pour je ne sais quoi, etc. C'était le grand marché, comme si l'on était à la Bourse. En appliquant ces fausses solutions, les problèmes ne peuvent que s'aggraver, et ça coûte cher. Pour traiter tout ça on peut dire que le P.N.B. va devenir du C.N.P., du « Coût National Brut ». Le P.N.B. de l'Amérique, c'est l'argent qu'il faut dépenser, c'est le chiffre d'affaires qui est nécessaire pour maintenir l'économie, et s'il baisse de plus de 2% par an le tout s'effondre, il y a effondrement général. C'est le prix que ça coûte pour maintenir une société dans l'état actuel. Par conséquent, nous sommes forcés de dire qu'il faut s'intéresser aux causes réelles, ce qui exige de faire le contraire de ce qu'on nous dit, d'adopter des solutions qui sont autres que les solutions développementistes. Naturellement, cela renvoie aux mythes de l'économie politique qu'on nous enseigne à l'Université. On m'a enseigné ça à l'Université d'Oxford, je me suis rendu compte dès le départ que l'économie politique qu'on nous enseignait, c'était la folie totale. En tout cas elle sert avant tout à justifier la croissance économique. Voilà la leçon. Tout ce que l'on enseigne à l'Université sert avant tout à justifier la croissance économique, comme seule source de richesse et seule façon de combattre la pauvreté.

Les économistes disent ouvertement qu'il est irrationnel de proposer une chose qui n'est pas rentable, alors que, malheureusement, toutes les solutions dont nous avons besoin pour résoudre nos problèmes sont des solutions non rentables. Revenons au problème qui est le plus sérieux de tous, celui du changement climatique. Les mesures nécessaires sont non rentables et irrationnelles. Du reste, on avait un dessin dans l'Ecologiste, fait par le type qui fait les dessins pour le Times, où l'on voyait Monsieur Clinton dans les bureaux de la société Esso - qui n'était pas encore fusionné avec Mobil à l'époque - et il y avait des tas de graphiques sur les murs. Le patron disait : « malheureusement, Monsieur Clinton, nous autres, à Esso, nous avons calculé que la survie humaine n'est pas rentable. » Il s'agit bien de cela : les mesures nécessaires sont le contraire de rentables et ce qu'il y a de plus irrationnelles.

Pourquoi cela ? Parce que la première chose à faire, c'est d'arrêter complètement l'utilisation des hydrocarbures – le charbon, le pétrole, tout ça doit disparaître, et même très vite, nous avons très peu de temps à perdre, et c'est même peut-être trop tard. On doit arrêter carrément. Il va sans dire que c'est pas tout à fait dans l'intérêt des sociétés pétrolières qui dirigent l'Amérique à l'heure actuelle, ni des sociétés qui fabriquent les voitures. Alors, naturellement, il y a les énergies renouvelables, mais ça prendra longtemps pour qu'elles fournissent 30 à 40 % de l'énergie nécessaire, et encore ce n'est pas sûr. A mon avis, ça ne fournira jamais plus qu'une partie de l'énergie, il faudra réduire la consommation d'énergie énormément et ça n'est pas rentable non plus.

Ensuite, pour se nourrir sous un régime de changement climatique, d'abord il ne faut pas un système qui émet une quantité énorme de gaz à effet de serre, de méthane avec azote, hydrogène et tout le bazar. Deuxièmement, il faut une diversité énorme de différentes cultures. La monoculture est archi-rentable, on peut la pratiquer à très grande échelle, mais elle est suicidaire sous un régime de changement climatique, étant donné qu'on ne peut pas deviner à l'avance qu'elles seront les cultures et les variétés de ces cultures qui risquent de survivre lors des différentes discontinuités que l'on va rencontrer. Par exemple, toutes les bestioles que l'on va hériter des tropiques commencent déjà à ravager nos cultures ici. Nous ne savons pas quelles sont celles qui vont survivre aux canicules. Comment voulez-vous, avec les sécheresses, les inondations, il faudra une diversité énorme. Alors je peux faire un catalogue de toutes les mesures à prendre pour survivre sous un régime de changement climatique de cette sorte, il va sans dire qu'il n'y en a pas une seule qui soit rentable, tel que ce terme est utilisé aujourd'hui, ni rationnelle. Alors tout ce que je peux dire, Messieurs-dames, c'est « vive la non-rentabilité et l'irrationnel ».

## Débat

### Un intervenant

Je suis quelqu'un d'aussi respectable que M. Narbonne, parce que président d'une association de protection de l'environnement, moi depuis 25 ans et donc je suis un peu meilleur que lui...

Le constat que je fais est plus triste : nous avons vraiment le sentiment à travers les actions que nous menons en permanence, et à travers les progrès que nous avons pu faire, notamment en matière de déchets, d'eau ou bien de transports. A chaque fois que nous obtenons un résultat positif, c'est une façon de conforter un système qui est en train de nous détruire. Les déchets sont mieux traités, c'est vrai, et ça va nettement mieux un peu partout, et c'est vrai qu'il y a un effet didactique intéressant ; c'est à dire qu'on a fait prendre conscience aux gens qu'on ne peut plus faire n'importe quoi, et que l'on est responsable de nos actions. Mais, par ailleurs, le résultat est que nos déchets sont en augmentation constante, ce sont des milliers de tonnes en plus tous les ans, et ainsi de suite pour l'eau, les transports, etc. Voilà un constat difficile à avaler : notre action est une mauvaise action, mais nous continuons.

### Simon Charbonneau

Je voudrais soutenir ce qui a été dit, qui me semble illustrer l'une des problématiques du développement au Nord, dans nos sociétés, parce que jusque là, on a parlé beaucoup de l'impact du développement sur le Sud, mais moi, habitant le Nord, je suis plus sur la problématique du développement du Nord, ça me semble fondamental, et l'histoire des déchets est très intéressante, c'est le développement durable de la production de déchets. Vous savez, il y a des expressions qui sont mortelles, et il faut savoir les utiliser pour les retourner en quelque sorte, cela me semble très pédagogique : développement durable de la consommation en eau, des infrastructures routières, et alors on sait à quoi s'en tenir. Effectivement, sur l'action associative, en

25 ans d'expérience on en voit les limites, car tout ce qu'on fait, c'est sophistication le système. On le voit d'autant plus que l'action associative est de plus en plus intégrée au processus de décision, c'est à dire que les associations sont tellement sollicitées qu'elles s'épuisent dans la participation, d'autant plus qu'elle est bénévole et ne coûte donc pas très cher aux pouvoirs publics.

### Jacques Jullien

Je voudrais rappeler d'une part que les déchets, c'est quelque chose dans la vie d'un système vivant, d'autre part, que les déchets vont refléter les différentes façons qu'ont les différents groupes de gens de vivre...

Il y a des déchets et des déchets, qui ne seront pas les mêmes selon les endroits, et à ces déchets vont correspondre différentes façons de pouvoir les récupérer. A ce sujet, je voudrais faire une petite publicité pour le film d'Agnès Varda « Les Glaneurs » qui est très intéressant à ce niveau là.

### Gérard Narbonne

Bien sûr, la contradiction soulevée par les personnes qui ont posé des questions est : « est-ce qu'on n'entretient pas le système ? »

C'est tout le débat autour du développement durable. Nous n'avons pas fait, nous, le choix de la radicalité pure auprès des gens que l'on côtoie au quotidien, car on risque de se couper complètement, de ne pas avoir d'écoute, si on tient le genre de discours qu'on peut tenir dans ce colloque à une majorité de citoyens avec qui on bosse au quotidien.

Donc, le problème est de savoir s'il ne faut pas une étape quelque part, ou des objectifs intermédiaires, qui soient accessibles à beaucoup plus de gens qu'à ceux qui sont convaincus à 100 % que le développement est mauvais et qu'il faut être radical à 100 %. Est-ce que dans ce cas là fixer une étape intermédiaire est mauvais ou pas ? Nous voulons arriver à

ce que les gens réfléchissent plus loin et arrivent à cheminer avec nous après cette étape, qui nous paraît nécessaire mais pas suffisante. On est capable d'amener plus de gens en faisant étape par étape. Dans les sondages fait auprès des français, 90 % des sondés disent qu'ils sont capables de faire l'effort de moins se servir de la bagnole etc. Mais, dans la réalisation concrète, combien le font ?

Nous sommes donc dans ces contradictions-là : oui, on aide le système à perdurer, mais comment peut-on impliquer les citoyens si on leur demande, pour travailler avec nous, de changer à 100 % de mode de vie à partir d'aujourd'hui ? On va travailler avec 1% des gens, ce n'est pas plus efficace que travailler avec 90% qui bougent un peu leur pratique. Je ne vous dis pas que nous tenons la vérité pure, mais nous avons pris cette voie-là. Maintenant, je crois que si nous n'étions pas là, à Nemours, les ordures ménagères seraient toutes incinérées. Pour l'instant, aucune ne l'est. Victoire ou défaite ? Je ne sais pas. J'ai plutôt tendance à croire que c'est plutôt pas mal.

Sur la question de la sophistication, c'est évident que l'on va de plus en plus vers des choses très techniques dans lesquelles on entraîne les associations et où on est obligé quasiment d'aller sur le terrain des autres, sur un terrain où ils trouveront toujours des gens qui ont plus de temps et plus de compétences techniques que nous. C'est pourquoi nous ne devons pas essayer de continuer complètement sur le terrain et que nous avons intérêt à travailler avec des experts indépendants, qui peuvent donner des éléments que tout un chacun n'a pas. C'est tout le débat entre l'expert, le citoyen et le politique. On pourrait faire un colloque là dessus aussi.

Je termine sur la « culture de parcours ». Ce n'est pas toujours l'objectif qui est le plus important, c'est la pratique, la convivialité, le lien social, même si on n'atteint pas forcément nos objectifs.

**Un autre intervenant**

C'est peut-être le moment de s'interroger sur les niveaux de l'action, contre qui on lutte, seulement contre le capitalisme ? Ou remet-on en cause plus globalement à la racine la vision techno-scientiste et, pour aller plus loin encore, le besoin de domination, en tout cas la volonté de domination. A partir de ce moment là, on arrive à bien discerner les niveaux. On s'aperçoit que ce qui est bien à un niveau devient un mal à un autre. Comme pour les déchets organiques - l'exemple tout bête - quand on va chier dans la nature, c'est un bien, si on va chier en masse c'est un mal...

**David Maurer**

J'étais musicien, et par prise de conscience, je deviens de plus en plus « paysan vernaculaire » pour reprendre la formule de Illich. Donc j'ai lu tous les livres de Illich, et aussi « Le défi du XXI<sup>e</sup> siècle » de E. Goldsmith, qui, après les « Quatre Saisons », « Silence », m'ont fait prendre conscience que même dans la musique, quoiqu'il y ait une petite nuance entre la musique et travailler chez Monsanto, on cautionne le système. Donc, j'en suis arrivé là. Je pense que le débat des déchets, c'est symbolique, on nous a tout dit, de toutes façons. On voit qu'il arrive un moment où on ne peut plus dire « il faut s'adapter, il ne faut pas être trop fanatique, extrémiste, jusqu'au boutiste ». A un moment donné, il faut quand même qu'une bonne partie des gens prennent conscience, qu'ils essayent de mettre en action, dans leur vie de tous les jours, ce qui est dit aujourd'hui. Il est clair que recycler les déchets n'est pas une solution. C'est le mode de vie qui doit changer, il y a urgence à le changer. Je fais partie d'une association qui s'appelle « Avec cela » ceux qui sont intéressés peuvent venir nous voir. Une fois qu'on a la théorie, il faut la mettre en pratique. Mais on a des problèmes des fois, car ce qu'on fait c'est illégal. Si on demande le R.M.I. et l'allocation logement, on nous donne un petit appartement, c'est gratuit et tout ça c'est légal, mais faire sa cabane dans un champ et

même si on a acheté le terrain, parce qu'il n'est pas constructible, on ne nous le permet pas.

**Un autre intervenant**

Ce matin, Gilbert Rist nous a fait allusion aux évidences intouchables : la démocratie, les droits de l'homme, le développement. Est-ce que l'on peut toujours parler de démocratie, alors que justement nous sommes actuellement confronté à des choix technologiques qui nous sont imposés. Est-ce vraiment encore de la démocratie ?

**Jeanine Petit**

Je suis militante associative depuis 30 ans. Une remarque pour le premier intervenant : quand on est bénévole associatif, on a des doutes sur son rôle de bénévole, après 30 ans, parce qu'on se dit qu'on ne doit pas servir d'alibi à ceux qui décident et on est obligé de refuser des invitations, par contre, on continue, bien sûr à prendre la parole dans les assemblées les plus importantes. Une chose n'a pas été dite : on est confronté maintenant à ce que les déchets sont devenus un gâteau, plus que les prostituées ou la drogue. Il y a des mafieux des déchets, il n'y a pas de frontière et pas de contrôles, les responsables des contrôles ne font pas leur boulot, ça c'est connu, par exemple la police de l'eau, il n'y en a pas en France, il faut le dénoncer et se battre et le redire et que tout le monde le dise, il faut que chacun prenne sa part de responsabilité de citoyen. Deuxièmement, ce qui est très inquiétant dans ce développement fou, les gens ne s'en aperçoivent pas beaucoup, mais c'est leur liberté qui fout le camp, à tous les niveaux. Le paysan d'abord, qui ne peut plus faire ses semences. On pourrait donner beaucoup d'autres exemples. Il faut avoir quand même présent à l'esprit l'objectif, la vie. J'aimerais bien qu'on parle de la vie, des progrès de la vie, de l'amélioration de la qualité de la vie et au diable le développement durable. C'est la solidarité des espèces qui fait que la vie continue de même que la bio-diversité, donc économie/écologie ça doit être

la base des propositions qui doivent être faites aujourd'hui.

**Jean-Pierre Berlan**

Je peux faire quelques observations sur la question des solidarités versus concurrences. Je crois que nous sommes tout à fait victimes du fait que les hommes envisagent le monde autour d'eux et en particulier le monde naturel exactement à l'image du monde social dans lequel ils vivent. J'ai été très frappé, il y a quelques années par un article paru dans « Nature » (Déc.91) qui examinait le contenu de manuels, de livres de botanique dans les pays qu'on appelait à l'époque « socialistes », et dans les pays capitalistes. Le résultat, c'est que dans les pays capitalistes, les plantes étaient des plantes « ôte-toi de là que je m'y mette », c'était des plantes concurrentielles qui cherchaient à repousser leurs voisines plus loin, à s'en débarrasser pour occuper le plus d'espace possible, et dans la vision des socialistes, il en restait malgré tout quelque chose, en tous cas au niveau de la conception scientifique, eh bien, les plantes, au contraire, entretenaient toute une série de relations les unes avec les autres, de coopération, de solidarité, d'échanges. Le problème, c'est que le regard que nous portons sur le monde extérieur, sur le monde qui nous entoure est un regard très largement formaté par le système social dans lequel nous sommes, et il faut prendre conscience de ça. Nous construisons au fond le monde à l'image de ce que nous sommes et que la société a fait de nous.

Tout le monde a fait rouler les billes sur un plan incliné, comme Galilée l'avait fait il y a plus de 4 siècles, et elles continuent du reste à tourner de la même façon. On oublie de dire une chose, à propos de Galilée, c'est qu'il travaillait à Pise, à côté de Venise, le plus grand arsenal de la Renaissance et ça avait une certaine importance de savoir comment les billes allaient se déplacer, c'est à dire comment les boulets de canon allaient arriver à destination...

Ce que je veux dire, c'est que les questions qu'on se pose en matière

scientifique et technique, sont des questions que pose la société, mais reste la question « qui pose la question à la société ? » et c'est bien entendu, les classes dominantes qui fabriquent l'agenda. Les scientifiques, qu'ils soient directement financés par les firmes ou par la puissance publique et bien qu'ils aient l'illusion de l'indépendance, de toutes façons vont répondre aux questions que se posent les pouvoirs dominants.

Il y a eu là dessus un article extraordinaire de Boris Essen en 1931, à l'occasion du 2<sup>ème</sup> congrès de l'Histoire des Sciences à Londres. Il a fait scandale, parce qu'il décrit Newton non pas comme une puissance abstraite qu'on présente d'une façon idéaliste, mais comme le scientifique qui résout les problèmes de son temps : on lui laisse avoir la tête dans les étoiles, c'est tactique, pour mieux résoudre les problèmes de navigation, pour faire en sorte que les navires de guerre, ou commerciaux, arrivent à destination.

Jusqu'à présent, les sociétés traditionnelles avaient tendance à se protéger de la Science et de la Technique pour protéger leur système social, leur système de convivialité, de relations. Dans notre société occidentale, c'est devenu une arme pour les transformer, pour fabriquer des relations sociales qui sont entièrement nouvelles et qui, à mon sens, mènent à la catastrophe finale.

Sur la biologie, depuis deux siècles et demi, les « implosions » de l'hérédité ont commencé en Angleterre, avec les grands sélectionneurs anglais des années 1760, ça s'est poursuivi avec un siècle de retard dans le domaine des plantes. C'est bien plus facile, évidemment de contrôler l'hérédité des animaux que celle des plantes, et là, nous sommes en train d'assister à la phase finale de l'expropriation du vivant. N'importe qui peut comprendre, sauf mes collègues de l'INRA malheureusement, – que tant que le paysan peut semer le grain et récolter, le semencier n'a pas de marché. Alors ces sélectionneurs, on le voit dès que les premiers semenciers professionnels appa-

raissent en Angleterre, engagent une véritable guerre contre le vivant, une guerre contre cette faculté malheureuse qu'ont les animaux et les plantes de se reproduire chez le paysan, et cette guerre, ils sont en train de la gagner. Ils la gagnent de façon ambiguë d'ailleurs.

Un premier point, une première technique, Terminator, qui est une technique de stérilisation biologique des plantes. Terminator est le plus grand triomphe de la biologie appliquée depuis 150 ans. C'est le triomphe de la loi du profit sur la loi de la vie. Encore une fois, pour ces gens là et ça permet de mesurer le caractère mortifère du monde dans lequel nous sommes, se reproduire et se multiplier, la propriété fondamentale des êtres vivants, est un immense malheur. La plus grande injustice que puisse commettre les êtres vivants à l'égard de ces messieurs des entreprises transnationales pharmaceutiques et semencières, c'est de se reproduire et de se multiplier. Et mesurez le caractère absolument invraisemblable et scandaleux de la technologie qui s'appelle Terminator : on a stérilisé les plantes, demain les animaux, et après demain les hommes, pour avoir des bébés plus beaux, bien sûr, des bébés parfaits exempts de défauts, zéro défauts. Et on est en train de faire exactement la même chose avec le brevet. Une directive européenne, la 9844, nous pend au nez, le gouvernement anglais l'a déjà ratifiée avec enthousiasme, les gouvernements français et allemand sont en train de tourner autour du pot, parce qu'ils sont « pour », ces technocrates, cette expropriation du vivant, et donc là, c'est l'interdiction, véritablement, aux plantes et aux animaux de se reproduire dans le champ du paysan.

Je voudrais vous faire mesurer, simplement, l'absurdité de ce qui se joue là. Un auteur français, Frédéric BASTIA, a écrit un pamphlet merveilleux « La pétition des fabricants de chandelles » en 1848. Dans cette pétition, ces fabricants s'adressent à l'État pour lui demander de faire condamner l'ensemble des portes et fenêtres, parce que, disent-ils, le soleil leur fait une concurrence déloyale.

Je voudrais vous dire qu'on est exactement dans cette situation à l'heure actuelle : les firmes transnationales, qui fabriquent tous les agro-toxiques possibles, qui ont pris le contrôle de toutes les semences, sont en train de s'adresser aux pouvoirs publics pour nous demander de condamner nos portes et fenêtres, pour qu'eux puissent lutter contre la concurrence déloyale de ces plantes, de cette nature qui se reproduit et se multiplie.

Vous ne croyez pas que c'est absolument effarant de voir comment et à quel point les parlementaires et les gouvernements européens ont été bernés par l'appareil de propagande de ces multinationales.

#### Un autre intervenant

Je vais parler en français, car c'est plus correct puisque je suis en France.

Je suis allemand, voisin de W. Sachs, mais je ne le connais pas, parce qu'il travaille surtout dans le domaine de l'environnement, et moi dans le développement humain.

C'est significatif que nous n'ayons pas beaucoup en commun, à mon avis, c'est une faute.

Le développement devrait, à mon avis, être comme une chose qui existe, ça a toujours existé, tout se développe, toute structure de la vie, micro et macroscopique se développe en permanence.

Nous, les humains, on a été un peu trop vite, et on a fait de graves fautes comme M. Berlan, et vous aussi, M. Lemarchand, l'avez démontré.

Pour moi, c'est surtout une question de politique. Je suis engagé dans la politique de développement officiellement en Allemagne, je suis également dans une ONG, je suis en même temps un entrepreneur qui produit des choses qu'on essaie de vendre à tout le monde, j'ai plusieurs chapeaux, et j'essaie de voir les choses à travers. A mon avis, le sujet qui se traite ici est extrêmement important, et je vais m'en servir dans ma vie politique en Allemagne, certainement.

J'ai appris en 20 ans de développement pratique dans un pays très pauvre –

Haïti – que nul ne peut être développé, j’ai complètement perdu l’espoir de développer quoique ce soit. Mais il faut à mon avis quand même de la solidarité, parce qu’il y a de la misère dans le monde, il y a des choses devant lesquelles on ne peut pas fermer les yeux. Il y a beaucoup de gens qui font de graves fautes, comme les grandes entreprises et la grande politique, M. Berlan m’a touché avec son exemple, je suis tout à fait derrière vous, ce sont des exemples comme ça qu’il faut propager. Il faut lutter contre ce que vous voulez combattre. Je suis tout à fait d’accord avec vous, ça devrait être combattu, mais nous ne devons pas, comme on dit en allemand, « jeter l’enfant avec l’eau du bain », parce que si nous disons maintenant qu’il faut arrêter tout ce qu’on appelle « développement », vous allez tomber sur le dos de ces gens – je compte moi-même parmi eux – qui essaient sincèrement d’apprendre à faire mieux et en essaient de le faire en pratique et en politique.

Pour moi, « défaire » est un signal dangereux, envers tous ceux qui ne veulent rien dépenser pour améliorer le monde.

Regardez, ici on travaille contre le développement, d’autres agences de l’ONU travaillent pour le développement. Pourquoi ne pas travailler ensemble, parce que nous avons les Nations Unies, ils sont là, s’ils n’étaient pas là, il faudrait les inventer. Mais cela ne veut pas dire qu’il ne faut pas les améliorer.

#### Françoise Dutut

Je suis économiste et écologiste. Je me demande si on ne se focalise pas sur une question qui n’a pas lieu d’être : faut-il être pour ou contre le Développement, en mettant durable ou démocratique au second plan. A la lumière de ce que je viens d’entendre, il me semble que la première question qui se pose, c’est celle de la démocratisation du choix technologique et scientifique. A partir du moment où on dit « Science », il n’y a plus d’interrogation, il n’y a plus de questionnement. C’est le progrès que nous

remettons en cause, le progrès sans questionnement. Notre responsabilité, dans les pays du Nord en tout cas, est d’aborder les questions sous cet angle là. Plus fondamentalement, quand on dit Développement durable, chez les écologistes, on discute beaucoup de savoir si c’est durable ou soutenable etc., mais il y a la question de la démocratie. Cela n’a jamais été le développement tout seul, ça a toujours été participatif, donc je ne vois pas pourquoi cette question de la démocratie n’émerge pas puissamment de nos débats. Cela doit être ce qui nous fait converger, je pense.

#### Un autre intervenant

Par rapport à la dernière intervention, je voudrais dire quelques mots sur la notion de « risque ». On utilise beaucoup ce mot pour désigner nos inquiétudes par rapport au développement scientifique. Je me demande si ce n’est pas un mot piège, comme l’a été et l’est le mot Développement, parce que la société du risque, ce n’est pas une nouveauté. Le capitalisme et même l’idée de progrès est fondée sur l’idée de risque. Cela veut dire : on prend un risque aujourd’hui pour produire mieux demain. Je suis économiste et c’est exactement la définition de l’investissement. L’idée du risque est consubstantielle à l’idée du profit et c’est même ce qui légitime le profit, on enseigne ça aux étudiants puisque le risque c’est la légitimation du profit, c’est parce que certains prennent des risques qu’il est normal qu’on leur donne un profit. Je pense qu’il faut aussi qu’on réfléchisse à cette notion de risque. La société du risque, ce n’est pas nouveau, c’est le fondement de notre société. Moi je préfère parler de « menace », parce qu’il est vrai qu’aujourd’hui, ce qui change, c’est qu’il y a une conscience de la société par rapport à une menace qui est produite par tout ce système techno-scientifique et par l’absence de démocratie. En particulier chez les économistes aujourd’hui il y a un tas de symposiums, colloques, sur ce qu’on appelle la gestion du risque, parce qu’on estime que cette conscience de la menace que nous avons, elle est

irrationnelle, il faut la formater, lui donner un contenu rationnel qui colle avec notre société organisée sur cette rationalité instrumentale et précisément, le risque c’est le formatage rationnel de cette menace que nous ressentons. En fait, la gestion du risque, je reviens sur ce que disait cette dame avant, c’est la suppression de tout ce qu’il peut y avoir de conscience politique dans la menace.

#### Un autre intervenant

J’ai entendu ce matin avec beaucoup d’étonnement une série d’orateurs qui parlaient de façon très éloquente, qui parlaient en guerre contre le développement. Il me semble qu’on a complètement perdu de vue la distinction introduite par François Perroux, il y a un demi-siècle, entre croissance et développement. Nous sommes partis en guerre contre la croissance, une croissance sans conscience, une croissance qui n’intègre pas fondamentalement les éléments sociaux, les éléments humains. Il disait : « ce que nous avons à chercher, c’est le développement qui est précisément l’effort de l’Homme et du groupe humain, pour reprendre conscience de ses possibilités, pour améliorer ses conditions de vie à partir de ses ressources propres, humaines, intellectuelles, spirituelles, matérielles », et c’est ça que dans les ONG, en général, on tente de mettre sur pied. On tente d’aider les populations autochtones, là où on intervient, à reprendre le contrôle de leurs propres vies pour s’effacer ensuite, dans la mesure du possible et le plus vite possible. Or, cette distinction semble avoir complètement disparu du champ intellectuel, et alors, quand on part en guerre comme ça contre le développement, ça disqualifie complètement cet effort de développement qui s’efface, de véritable développement des hommes, et je suis étonné.

#### Bernard Cornu

Ingénieur, j’ai travaillé dans une quinzaine de pays.

Nous sommes dans un monde de frontières, de plus en plus fermé aux

hommes et aux femmes, c'est un monde de nations, avec des frontières. Les marchandises, les capitaux peuvent circuler, mais les hommes, les femmes, à part les cadres et les touristes occidentaux, ne peuvent pas circuler. Il y a une conséquence formidable, c'est la différenciation des coûts de la main d'œuvre et avec la création d'États, spécifiquement autour des rampes pétrolières depuis une centaine d'années – l'Angola, Timor, la Mésopotamie, l'Arabie et tout ça – cela permet aux occidentaux qui avaient une certaine avance dans certains domaines de contrôler, d'exploiter ces ressources, les ressources énergétiques et de faire que les coûts des transports de marchandises soient pratiquement maintenant négligeables. Cela permet de mettre facilement en concurrence, de façon consciente ou inconsciente, des productions avec des coûts très bas de main d'œuvre, entre l'Europe et les pays du Sud, on va d'un rapport de 1 à 10 sur le salaire minimum, on passe de 1000 à 100 euros par mois et c'est un phénomène fondamental et qu'il faut remettre en cause. Ce problème de la légitimité des frontières est à mon avis le plus puissant levier pour pouvoir faire prendre conscience aux gens en Occident des problèmes du monde,

#### Une autre intervenante

Je travaille dans le développement, désolée. J'avais quelques remarques à faire. Je suis d'accord avec les gens qui disent qu'il faut définir ce qu'on entend par « le développement », parce que c'est sûr que si on ne s'entend pas clairement sur ce qu'il y a derrière ce mot, tant que ça reste un truc amalgamé, un peu flou, quelque part on peut tout dire, mais qu'est-ce qu'on va gagner, à part se satisfaire un peu, de faire passer un peu toute la colère qui est légitime. Peut-être a-t-on intérêt à bien savoir ce que c'est. Je rejoins le Monsieur allemand qui disait qu'effectivement, tout se développe, au sens de tout évolue. Le monde n'est pas figé, il évolue perpétuellement. Et si le développement c'était « qu'est-ce qu'on peut faire en tant que citoyen, élu, fonc-

tionnaire, ou intervenant extérieur pour essayer d'influencer cette évolution dans un sens ou dans un autre ? » En tous cas, pour moi c'est un peu ça.

J'ai aussi beaucoup entendu parler de ce qui est bien, de ce qui est mal. Je crois qu'il faut se rendre compte qu'il n'y a rien de bien dans l'absolu, ou de mal, par contre il y a des valeurs et qui peuvent varier selon les individus, selon les gens, et que peut-être si on parle de développement en tant qu'influence sur une évolution qui de toutes façons a lieu, il faut peut-être aussi clarifier quelques valeurs communes et quelles sont celles qu'on retient pour influencer l'évolution du monde.

Je retiens aussi de l'exposé du Monsieur de l'INRA que même si on trouve une solution technique géniale, le problème – enfin, c'est comme ça que j'interprète – il est d'abord dans les jeux de pouvoir, puisqu'en gros, le pouvoir est concentré et il impose autre chose. Il faudrait alors peut-être essayer de voir ce qui relève de la concentration du pouvoir et comment on peut organiser du contre-pouvoir, plutôt que de chercher à apporter des solutions techniques.

#### Frédéric Lemarchand

Oui, j'ajoute juste que nous essayons de sortir de la notion de risque pour s'attacher plutôt à celle de « vulnérabilité » des hommes, des systèmes démocratiques et des milieux et que le danger aussi de la gestion des risques aujourd'hui, c'est l'avènement de cette société totalitaire du contrôle, le risque comme nouvelle forme du contrôle social, dans la perspective ouverte par Foucault, il y a quelques décennies et traitée plus récemment par Michalis Lianos dans « Le risque, nouveau contrôle social » qui démontre tout ça très bien. Mais pour finir, je voudrais en revenir à mes paysans, à la question que j'avais soulevée : au fond, pourquoi au Forum Social, des paysans comme leader de ce mouvement social, plutôt que des ouvriers – ce qu'on aurait attendu fort logiquement, il y a 20, 30 ou 70 ans –

D'abord encore un détour par le

concept de développement qui est beaucoup trop polysémique pour être utilisé comme cela, la révolution paléolithique, on peut dire c'est une sorte de développement de la civilisation, mais il faut resituer le développement dans un contexte, un imaginaire social, historique. Passées les sociétés de la tradition, fin 18<sup>ème</sup> siècle à peu près, puis les sociétés ou à la société moderne, eh bien, actuellement, nous sommes en train de vivre une nouvelle révolution historique, philosophique, on peut l'appeler comme on veut, qui est cette sortie de la société moderne, et qui débouche sur quelque chose de parfaitement nouveau : post-histoire, post-industrielle, les mots nous manquent un peu, mais il y a bien une question là qui est formulée très attentivement depuis une vingtaine d'années. Alors, ces paysans, qu'est-ce qu'ils ont gardé en mémoire ? Précisément les valeurs de solidarité, l'économie non monétaire, un rapport à la nature, à l'échange aux autres, enfin une multitude de choses dont la modernité s'était proposée de nous débarrasser pour nous ôter de ces servitudes du sol. Cela a été d'autant plus compliqué de tenir une position critique depuis quelques décennies que l'Europe a fait l'expérience du fascisme et que toute forme d'attachement au sol, à la terre, ou de revendication d'un enracinement minimal était suspectée, dans les années 60, de néo-pétainisme ou néo-poujadisme. Cette question évolue fort heureusement avec le temps, mais c'est aussi pour dire toute la difficulté qu'a eue l'écologie politique à s'imposer, à devenir un mode de pensée critique. Je finirai par une référence à un magnifique ouvrage, que j'ai découvert il y a deux ans, du sociologue italien de la connaissance Franco Cassano « La pensée méridienne ». C'est la pensée du Sud, non pas la modernité, le Centre occidental pensant le Sud, mais la pensée du Centre par le Sud, la pensée depuis la marge. Alors, cette marge, ça peut-être effectivement nos paysans dans le mouvement social en France, ou les pays du Sud de l'Europe, ou l'Afrique, ou l'Amérique du Sud et il propose comme condition de

possibilité de faire advenir la politique de replacer l'homme au centre et la technique et le marché à la périphérie, c'est à dire d'opérer cette révolution copernicienne, qui consisterait maintenant à prendre un peu de recul ou comme le dirait G. Ballandier, à considérer la modernité comme notre tradition maintenant et de penser depuis le Sud, de faire le bilan de ces deux siècles de projets modernes. Après avoir ouvert son ouvrage par une formule comme « la modernité n'est certainement pas étrangère aux maux dont beaucoup crient encore qu'elle est le remède », il dit « bien sûr, il va falloir maintenant considérer comme des ressources tout ce qu'on a considéré pendant des décennies comme des rebus ». Je crois que c'est de cette position et de cette posture critique épistémologique que l'on pourra justement, par exemple, repenser la polysémie du concept de développement.

#### Bertrand Livier

Je suis membre du Mouvement « Avec Cela » qui veut dire « Activité Vernaculaire Ecologique Cohérente – Convivialité – Entraide – Liberté – Autonomie » qui propose comme alternatives des lieux expérimentaux, des lieux qui servent à faire prendre conscience par l'exemplarité, de ce qu'on pourrait faire pour changer un peu, comme alternative au développement, qui propose donc de vivre d'activités vernaculaires, de reconstruire des sociétés vernaculaires, qui se prennent en charge, qui sont autonomes, qui appliquent forcément une simplicité volontaire puisqu'il faut rabaisser d'une manière importante le niveau de vie.

Nous avons déjà créé deux communautés villageoises intentionnelles de ce type, qui sont ouvertes à d'autres personnes qui veulent expérimenter cela et nous pouvons aussi aider à trouver d'autres terrains, d'autres fermes cogérées de ce type. Pour revenir à ce que disait M. Narbonne, nous, nous pensons au contraire, qu'il faut une certaine radicalité, une cohérence avec une conception globale, ce que je crois qu'on

appelle le « holisme ». Si on applique une radicalité qui englobe tous les aspects de la vie, il y a une cohérence et je pense qu'on est crédible, et le petit pourcentage de personnes qui est touché par ça est profondément touché, et passe à une application. Nous en sommes convaincus. Nous pensons qu'il faut un changement radical, rapide. Depuis hier soir, j'entends beaucoup de personnes qui, à raison, tapent sur les multinationales et sur les institutions, mais je pense que notre pouvoir le plus important est un boycott au niveau individuel, c'est qu'on arrête de consommer plus que de taper sur des multinationales qui nous font consommer. C'est nous qui avons le pouvoir, c'est nous qui pouvons le faire et donc j'invite chaque personne ici dans la salle, par exemple chaque jour, à boycotter le consumérisme industriel.

#### Suzanne Michal

Vous avez commencé, Monsieur Goldsmith, en disant que notre vision du monde était fautive. Je voudrais y revenir et essayer d'analyser d'où nous vient cette vision. Ce matin, nous avons parlé du 12<sup>ème</sup> siècle avec les marchands qui ont pris le monopole, ensuite nous avons eu Descartes, Bacon, la Révolution industrielle en Angleterre, donc nous avons eu une domination de l'homme sur la nature, mais de l'homme du sexe masculin. Ces derniers siècles, nous avons vraiment développé cette vision masculine, patriarcale de domination de la nature, de domination des femmes, donc une vision, une logique, il faut que ce soit rationnel, fragmentée de domination, voilà d'où nous vient, je pense, ce développement et cette vision du monde. Alors défaire le développement, je pense que c'est défaire le développement, en fait, de nous en tant qu'espèce pensante qui a deux cerveaux, un droite, un gauche, un logique, un fragmenté, mais un autre qui est holistique. Une des solutions, c'est vraiment de se rappeler que nous sommes complets, nous ne sommes pas que des êtres rationnels qui vont dominer etc. Or depuis hier je vois beau-

coup d'hommes à la tribune, j'ai beaucoup de respect et d'admiration, pour tous ces hommes qui sont devant nous, mais j'espère que dans 10 ans, si nous tenons un deuxième colloque, il y aura au moins 50% de femmes qui seront là, devant nous. Et ça, je pense que ça sera déjà un pas en avant dans une approche holistique et une grande résolution.

#### Un autre intervenant

Je voudrais dire deux choses et essayer d'apporter un regard un peu pluriel par rapport à l'objet de ce colloque, le développement est un concept très intéressant mais qu'on peut également avoir d'autres regards par rapport à l'évolution contemporaine.

Tout d'abord, au préalable, le débat qui a eu lieu tout à l'heure, montre qu'il est nécessaire d'avoir une clarification au niveau du concept de développement. Il y a des problèmes de pauvreté, d'inégalité, de propriété, de pouvoir, de démocratie etc. mais qui sont des caractéristiques partielles, le problème-clé par rapport au développement, c'est le progrès et la mythologie du progrès et tant qu'on ne vient pas s'axer la-dessus on passe à côté de quelque chose d'important. Pour ça, il faut se référer à Karl Polanyi et à François Partant.

D'autre part, un de mes maîtres spirituels, André Leroi Gourhan, avance qu'au niveau de la succession évolutive humaine l'homme risque fort de ne plus savoir quoi faire de ses mains très prochainement et on retrouve là très bien Illich avec le concept de convivialité. C'est un regard qui n'est pas du tout économique, mais qui me semble très important également.

#### Edward Goldsmith

La société moderne n'est pas une société complexe socialement parlant, elle est simplifiée au possible, elle est réduite au plus simple. Avant dans la famille, il y avait le père, la mère, deux enfants, c'était déjà une grande simplification mais on arrive maintenant à une société atomisée. En Angleterre, il faut

construire quatre millions de maisons, parce que maintenant, les gens veulent vivre seuls, plus question même de vivre en couple, les jeunes veulent vivre seuls. C'est la simplification totale de la société. La société tribale, c'était une société archi-complexe, donc c'est pas la simplification de la société qu'il faut chercher, il faut qu'on rende nos sociétés plus complexes. On ne peut pas reconstituer les sociétés d'autrefois, on peut être inspiré par eux, c'est notre seule source d'inspiration sérieuse.

On va augmenter, maximiser la consommation de choses importantes : la bonne nourriture, saine, avec du goût, telle que l'eau par exemple. Si on priva-

tise l'eau comme on veut le faire maintenant sous le régime général des marchés en services, les pauvres n'auront plus d'eau, et on prétend vouloir combattre la pauvreté. Si on privatise l'eau, les petits paysans n'auront jamais d'eau, l'eau passera aux grandes plantations et encore plus aux industries. Le développement, c'est très bien pour une certaine élite, mais c'est un désastre pour la majorité des gens, ça nous le savons tous.

Mais autre chose : la vision du monde, je reviens sur ce qu'a dit cette dame en rouge, c'était très intéressant. Je suis d'accord avec vous dans un sens, dans une société traditionnelle, les femmes ne sont pas forcément dominées,

il y a au moins 40% de sociétés traditionnelles qu'on connaît qui étaient matrilineaires, l'héritage se faisait par la femme et donc elle avait beaucoup d'influence. Un grand nombre de sociétés primaires étaient matrilocales, c'est à dire quand un jeune homme se marie, il va vivre dans le village de sa femme, subit l'influence de toute la parenté, les parents de sa femme, ses cousins, tout le monde et donc s'il se comporte mal à son égard il risque d'être sérieusement pénalisé. Donc on ne va pas forcément vers une société patriarcale. Nous avons un anthropologue avec nous, il faut voir s'il est d'accord avec moi. •